GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

GAZETTE

AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ POLICIÈRE DEPUIS 1939

GAGNANT DU PRIX OR MARCOM EN 2018

VOL. 81, N° 1, 2019

ATTENTION, FRAGILE!
PARLONS DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ

DES MOTS QUI APAISENT
L'IMPORTANCE DE VERBALISER APRÈS UN INCIDENT CRITIQUE
P. 7

AIDER LES AIDANTS
VEILLER SUR LES POLICIERS DANS LES RÉGIONS TOUCHÉES PAR LES FEUX DE FORÊT P. 8

FAIRE SON DEUIL
UN CAMP ACCUEILLE LES FAMILLES DES POLICIERS DÉCÉDÉS P. 22

RCMP-GRC.GC.CA

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GRC
GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

UN UNIFORME À VOTRE NOM VOUS ATTEND

FORMATION DE CADET RÉMUNÉRÉE

Les cadets en formation à l'École de la Gendarmerie royale du Canada reçoivent une indemnité dès le premier jour.

carrieresgrc.ca

Gendarmerie royale du Canada
Royal Canadian Mounted Police

Canada

GAZETTE

Au service de la communauté policière depuis 1939

Vol. 81, N° 1, 2019

Une publication de la Gendarmerie royale du Canada

DOSSIER

7 Cap sur la santé mentale
8 Veiller les uns sur les autres durant les feux de forêt en C.-B.
9 Un programme albertain aide les policiers après un incident critique
10 Débat d'experts : Comment rester en sécurité en auto-patrouille
13 Combattre la fatigue et la maladie en s'entraînant en groupe
14 Signaler les dangers au travail pour éviter d'autres blessures
15 Fentanyl : des précautions salutaires
16 Le stress lié au travail policier sous la loupe d'une université et de la GRC

RUBRIQUES

4 Éditorial
5 Actualités
17 Les faits : Les récidivistes
18 Profil d'un détachement : La réserve Mi'kmaq d'Elsipogtog
19 Formation : Le Carrousel, une bonne école
20 L'avis d'un expert : Le commandant des interventions et la sécurité sur les lieux
21 Nouvelles technologies : Un nouveau système de radiocommunication plus performant
22 Dernière page : Un camp apporte soutien aux familles en deuil d'un membre policier

EN COUVERTURE

Les agents de la GRC comme la gend. Kelly Pelchat doivent penser santé et sécurité en tout temps, quelle que soit la nature de leur travail.
Photo : Serge Gouin, GRC

ÉDITORIAL

POUR DES EMPLOYÉS EN SANTÉ ET EN SÉCURITÉ

Au moment de planifier notre numéro sur la santé et la sécurité, nous pensions que chaque article tomberait naturellement dans l'une ou l'autre catégorie. Mais on s'est vite aperçu qu'entre santé et sécurité, la ligne est ténue, voire inexistante.

Pour notre article-vedette, Patricia Vasylchuk s'est entretenue avec des employés au Nouveau-Brunswick, la première province à mettre à l'essai le cours *En route vers la préparation mentale* de la GRC en 2013.

D'abord accueilli avec scepticisme, ce cours a fini par libérer la parole : le personnel n'hésite plus à y partager des expériences difficiles et des émotions négatives. « Ce n'est plus une prison dans laquelle on s'enferme », explique une policière.

Pour les agents qui ont vécu un incident critique comme une fusillade, le retour au travail opérationnel peut prendre du temps. Paul Northcott nous parle d'un programme en Alberta qui aide les policiers à réintégrer leurs fonctions en toute sécurité et à leur propre rythme.

Le travail policier n'a pas besoin d'être traumatisant pour être stressant. Lors des feux de forêt de l'été dernier en Colombie-Britannique, des centaines de membres de la GRC ont de nouveau été déployés pour évacuer les habitants. Vous lirez comment, cette fois-ci, deux équipes de soutien par les pairs ont sillonné la province pour aider les aidants, soit en prenant soin de leur famille laissée derrière, soit en trouvant du soutien en santé mentale pour eux.

Nous examinerons également le lien entre forme physique et santé mentale. Des employés au Nouveau-Brunswick s'entraînent en groupe pour lutter contre la fatigue et la maladie et accroître leur confiance et leurs interactions sociales; une excellente recette pour être en santé et en sécurité à la maison et sur le terrain.

Vous êtes-vous déjà demandé quelles sont les blessures les plus courantes chez les policiers et les employés? Découvrez ce que vous pouvez faire pour vous prémunir contre certaines d'entre elles.

C'est au volant que le policier court le plus de risques. Quatre experts de la GRC nous disent quels sont les plus grands dangers qui guettent les policiers à l'intérieur et autour de leur voiture, et comment éviter les blessures.

Prendre des précautions fait partie du travail policier. Notre article sur la manipulation sécuritaire du fentanyl montre que les agents de la GRC font ce qu'il faut en présence de cette substance dangereuse : porter des gants et se laver les mains. Apprenez-en davantage sur l'exposition aux opioïdes et la première année d'utilisation de la naloxone par la GRC.

Nous terminons le numéro par un récit d'espoir. Un camp d'été permet aux enfants et conjoints de policiers morts en devoir ou par suicide de rester en contact avec ceux qui comprennent leur perte.

Santé et sécurité sont indissociables et en prenant soin de l'une, nous améliorons l'autre. ■

— Katherine Aldred

GAZETTE

ÉDITEUR : Kevin Fowler

RÉDACTRICE EN CHEF : Katherine Aldred

RÉDACTEURS : Paul Northcott, Travis Poland, Patricia Vasylchuk

ÉDITEUR WEB : Richard Vieira

GRAPHISME : Jennifer Wale, Samantha Clusiau-Lawlor

TRADUCTION : Services de traduction de la Direction générale, GRC

IMPRIMERIE : Performance Printing

La *Gazette* (ISSN 1196-6513) est publiée en versions française et anglaise par la Direction des services de communication nationaux de la Gendarmerie royale du Canada, à Ottawa. La conception de la page couverture ainsi que les articles sont protégés par les droits d'auteur et aucune partie de cette revue ne peut être reproduite sans consentement écrit. Poste-publication, numéro de convention 40064068. La *Gazette* paraît quatre (4) fois par année et est distribuée gratuitement mais en nombre restreint aux services de police et aux organismes d'exécution de la loi. On conseille fortement de la faire circuler. On ne peut pas s'y abonner à titre personnel.

On vous prie de faire parvenir vos lettres, articles et commentaires à la rédactrice en chef de la *Gazette*. La rédaction se réserve le droit de faire la révision. © 2019 GRC.

POUR COMMUNIQUER AVEC NOUS :

Gazette de la GRC
73, promenade Leikin
M8-1, pièce 801
Ottawa (Ontario) K1A 0R2
CANADA

Téléphone : 613-843-4570
Courriel : gazette@rcmp-grc.gc.ca
Internet : www.rcmp-grc.gc.ca/gazette

RESTEZ AU COURANT AVEC LA GRC

Visitez notre site Internet : **www.rcmp-grc.gc.ca**

Suivez-nous sur Facebook : **www.facebook.com/grcrcmp**

Suivez-nous sur Twitter : **@grcrcmppolice #gazettegrc**

Visualisez nos vidéos sur YouTube : **www.youtube.com/rcmpgrcpolice**

Suivez-nous sur Instagram : **@grcrcmppolice**

PROGRAMME DE LOGEMENTS MULTIPLES SANS CRIMINALITÉ

par Travis Poland

Des résidents de Comox Valley se sentiront plus en sécurité maintenant que la GRC a mis en place un Programme de logements multiples sans criminalité.

« Tout le monde se sent plus en sécurité », dit la gend. Donna Collins, agente de police communautaire au Détachement de la GRC à Comox Valley.

Le programme de sensibilisation et d'aménagement des propriétés vise à lutter contre la criminalité dans les immeubles à logements et les maisons en rangée.

Les propriétaires suivent trois séances de formation, une évaluation de la sécurité des lieux est effectuée et les locataires sont encouragés à prévenir les crimes. Les immeubles répondant aux normes reçoivent des pancartes « immeuble sans criminalité » à afficher autour de la propriété.

Selon la gend. Collins, le programme veille à ce que les propriétés aient un éclairage extérieur approprié et des verrous sur toutes les portes et fenêtres.

Les gouvernements locaux de Comox Valley appuient le programme.

« Les conseils l'appuient, dit la gend. Collins, qui a déjà travaillé à ce programme à Chilliwack (C.-B.). Les gens posent des questions, mais je n'ai jamais eu de commentaires négatifs. »

GRC

La cap. Laurel Kading effectue une évaluation de sécurité dans le cadre du Programme de logements multiples sans criminalité.

Le programme renforce les liens communautaires, dit la cap. Laurel Kading, agente de police communautaire à St. Albert (Alb.), où neuf immeubles participent au programme, en place depuis quatre ans.

« Les résidents n'hésitent pas à nous contacter s'ils ont un problème ou veulent des conseils ou de l'information », dit-elle.

Le programme joue aussi un rôle de prévention, rappelant aux criminels que les résidents et la police sont vigilants.

« Ils savent que les activités criminelles ne sont pas tolérées dans ces immeubles », dit la cap. Kading.

La gend. Collins espère faire connaître davantage le programme à Comox Valley.

« Si un immeuble participe au programme, l'immeuble voisin finit par s'y intéresser. »

Le service de police de New Westminster (C.-B.) a été le premier à lancer le programme en 1994. Depuis, des dizaines de communautés l'ont adopté. ■

INITIATIVE POUR SORTIR LES JEUNES DU SYSTÈME JUDICIAIRE

par Paul Northcott

La police et les services de probation juvénile de Surrey (C.B.) ont formé un nouveau partenariat visant à maintenir les jeunes en difficulté sur la bonne voie.

L'initiative Car Yankee 30, aussi appelée Y30, jumelle un policier-éducateur de la GRC et un agent provincial de probation juvénile ayant pour mission de réduire le nombre d'adolescents confrontés au système de justice pénale et d'aider ces derniers à respecter leur couvre-feu.

L'équipe aide les adolescents de 12 à 18 ans qui sont en probation à se conformer aux conditions que le tribunal leur a imposées. Ces ordonnances de probation sont pour la plupart liées à des infractions de voies de fait, de possession de drogue et de vol.

« Un couvre-feu leur est imposé parce qu'on estime qu'ils représentent un risque pour la société, explique le gendarme de la GRC Glynton Brittain, membre de Y30, mais nous pouvons leur donner de l'information et leur offrir une chance de préparer leur avenir. »

L'omission de se conformer à l'ordonnance judiciaire rendue contre eux ne fait que prolonger leur contact avec l'appareil judiciaire. C'est pourquoi, depuis le mois de juin, l'équipe de Y30 fait de la sensibilisation dans les secteurs fréquentés par des jeunes sans abri ou en difficulté.

« Il nous arrive d'arrêter pour dire bonjour aux jeunes qu'on croise sur le bord de la rue, mais notre travail est surtout axé sur la prévention, la dissuasion, la répression et l'éducation », déclare le gend. Brittain.

L'équipe a aussi pour tâche de veiller à informer les jeunes et leurs parents ou tuteurs des diverses ressources communautaires qui sont mises à leur disposition pour les aider à s'orienter dans le système de justice pour adolescents.

Le cap. Ivan Lee, du Groupe de la jeunesse de Surrey, signale que chaque semaine, l'équipe de Y30 rencontre des groupes communautaires, des écoles et d'autres organismes jeunesse.

« On y développe nos relations avec la communauté, commente le cap. Lee, on bâtit une confiance qui facilite le traitement des problèmes concernant les jeunes, lorsqu'il en survient. »

Ces rencontres permettent aussi à la police de se tenir au courant des programmes créés ou abandonnés. Ce genre d'information donne à tous une meilleure connaissance de la situation.

« Les jeunes qui tombent dans les mailles de la justice sont rapidement stigmatisés, constate le cap. Lee. Nous leur donnons des outils et de l'information pour qu'ils en sortent au plus vite. » ■

CHAQUE SECONDE COMPTE EN CAS D'AVALANCHE

Par Paul Northcott

Quand une personne est violemment enterrée sous des mètres de neige, les chiens de sauvetage et leurs maîtres doivent intervenir rapidement — souvent dans des conditions difficiles.

« Si on veut trouver la personne en vie, le temps presse », affirme le cap. Dale Ristau, membre des Services cynophiles intégrés du Lower Mainland de la GRC.

Bien des victimes d'avalanche survivront si on les trouve en 15 minutes, mais leurs chances de survie baissent drastiquement avec le temps.

Malgré tous les efforts déployés pour secourir les victimes, environ 14 personnes perdent ainsi la vie chaque année au Canada. Dans ces cas, le travail efficace des équipes cynophiles est aussi indispensable à la sécurité des sauveteurs lors des efforts de récupération.

En 2017, une avalanche sur le mont Harvey, entre Vancouver et Squamish (C.-B.), a fait cinq morts. On a fait appel à des chiens et à des équipes de recherche et de sauvetage au sol pour trouver les victimes. Sans les chiens, les sauveteurs auraient mis beaucoup plus d'heures pour parcourir à pied le terrain périlleux et la grande zone de débris.

« Les chiens travaillent vite, ce qui réduit les risques pour bien des sauveteurs », ajoute-t-il.

Dans le Lower Mainland de la C.-B., les Services cynophiles de la GRC comptent trois équipes formées à la recherche et au sauvetage en avalanche.

Les maîtres doivent pouvoir travailler dans la neige et reconnaître les secteurs où le risque d'avalanche est élevé. Les chiens, eux, doivent pouvoir trouver des personnes dans la neige.

Dans le Lower Mainland — qui compte plus de deux millions d'habitants et offre des centaines de possibilités récréatives hivernales — cela signifie être prêt à intervenir à tout moment.

« Étant donné notre proximité aux montagnes du North Shore, de Whistler et de Blackcomb, beaucoup de personnes pratiquent diverses activités en montagnes », dit le s.é.-m. Joël Leblanc, qui est responsable des Services cynophiles intégrés. « Les gens s'y aventurent parfois sans grande expérience et c'est dangereux. »

GRC

Quand on fait appel à des chiens de sauvetage en avalanche, chaque seconde compte.

Le cap. Ristau, qui se décrit lui-même comme un amateur de plein air, affirme avoir toujours été intrigué par l'équipe.

« Je vois cette équipe comme un autre outil pour aider le public, et le lien avec l'animal est si unique. Il n'y a rien de comparable à la GRC. » ■

MOUVEMENT POPULAIRE POUR LES FEMMES ET LES ENFANTS

par Travis Poland

Un petit carré qui en dit long.

L'automne dernier, des membres de la GRC aux quatre coins du pays ont porté le carré de cuir d'orignal de la campagne Moose Hide pour sensibiliser le public à la violence envers les femmes et les enfants.

« Ce petit carré a brisé le silence. Les gens demandent ce qu'ils peuvent faire d'autre pour prévenir la violence », lance le cap. Rick Sinclair, des services de police autochtones de la GRC à Winnipeg.

Les membres de la GRC se joignent, par ce geste, à plus de 1,2 million de personnes signifiant leur engagement à protéger les femmes et les enfants.

« Au début, nous visions la sensibilisation à la violence faite aux femmes autochtones, mais nous avons vite compris que le sujet concernait toutes les femmes du pays », explique Paul Lacerte, qui a créé la campagne de concert avec sa fille Raven il y a sept ans.

L'idée leur est venue alors qu'ils chassaient l'orignal non loin de « l'autoroute des pleurs » en C.B., où de nombreuses femmes et filles ont disparu ou trouvé la mort.

GRC

Dans le cadre de la campagne Moose Hide, les membres de la GRC peuvent porter un carré de cuir d'orignal à la poitrine pour sensibiliser le public à la violence envers les femmes et les enfants.

« Je suis très heureux que la GRC autorise et encourage le port du carré », de dire M. Lacerte en ajoutant qu'à certains endroits, les détachements de la GRC sont les premiers à participer à la campagne.

L'engagement de la GRC ne se limite pas au port du carré de cuir : divers évènements et ateliers au sujet de la violence fondée sur le sexe ont eu lieu en marge de la campagne.

À titre d'exemple, au Man., le cap. Sinclair cite une randonnée à vélo à Gypsumville, une marche en partenariat avec un centre d'amitié à Swan River et un match de hockey pour les jeunes à Gillam.

« C'est une autre façon de montrer que nous sommes prêts, disposés et aptes à collaborer avec les collectivités pour mettre fin à la violence », affirme le cap. Sinclair.

Il poursuit en précisant que la campagne a amené certains à en faire plus pour prévenir la violence.

« Les gens veulent se rendre utiles, donner de leur temps pour nous aider », conclut-il. ■

LE CHEMIN DE LA GUÉRISON

FUSILLADES AU NOUVEAU-BRUNSWICK: LA CLÉ EST D'EN PARLER

par Patricia Vasylchuk

Quand la GRC a lancé le cours pilote En route vers la préparation mentale (RVPM) au Détachement de Codiac (Nouveau-Brunswick) en 2013, peu de gens l'ont pris au sérieux. La fusillade de 2014 à Moncton qui a coûté la vie à trois membres de la GRC est venue profondément changer le dialogue sur la santé mentale.

« Tout le monde s'en est ressenti. Il était impossible de ne pas en parler », se souvient Sheri Dryden, conseillère en condition physique et en promotion de la santé de la GRC au Nouveau-Brunswick. Elle dit que davantage d'employés décrivent maintenant leurs émotions à l'aide du tableau présenté lors du cours RVPM, où le vert, le jaune, l'orange et le rouge illustrent le passage progressif de la santé à la maladie.

« Au lieu de dire qu'on est déprimé, anxieux ou en manque de sommeil, on peut juste dire qu'on est orange », souligne Mme Dryden. « On peut ainsi parler de sa santé mentale sans malaise. »

Serge Gouin, GRC

Pour la cap. Lynn Saulnier, la clé de la guérison psychologique a été de verbaliser.

COMMENCER À EN PARLER

Comme bien des policiers, le serg. J. P. MacDougall se sent parfois dépassé. En août dernier, il était parmi les premiers agents de la GRC arrivés sur les lieux où un tireur faisant feu par la fenêtre d'un appartement a tué quatre personnes, dont deux policiers de Fredericton.

« On commence à se rendre compte qu'il est acceptable de se sentir mentalement épuisé. Il faut commencer à en parler pour briser les tabous autour du sujet », estime le serg. MacDougall, chef du Détachement de Woodstock de la GRC. « Ce qui est inacceptable, c'est de se taire, de tout refouler et d'attendre que le problème s'aggrave. »

Il compare les épreuves à des gouttes d'eau qui tombent jusqu'à ce que le vase déborde et qu'éclate une crise de santé mentale.

« Quand on fait face à ses sentiments négatifs, on retire de l'eau du vase, explique-t-il. De tous les incidents pénibles que j'ai vécus, ceux qui ne me hantent pas sont ceux dont j'ai parlé. »

La gendarme retraitée Peggy Delisle a été dépêchée sur les lieux de nombreuses tragédies routières et a été témoin de décès horribles au cours de ses 15 ans à la GRC.

« On n'a pas le temps d'assimiler ce qu'on vient de voir avant de passer à la prochaine tâche », constate-t-elle. « On met ça dans un petit tiroir et on n'y pense plus, jusqu'au moment où un drame ramène tout à la surface. »

Quand un troisième membre de sa connaissance est décédé au travail, lors de la fusillade de Moncton, la gend. Delisle s'est mise à avoir des flashbacks, des cauchemars, des crises de panique et des sentiments de colère, d'irritabilité et de méfiance. « Le monde était soudain dépourvu de couleur. »

Ses séances avec un thérapeute de la clinique pour traumatismes liés au stress opérationnel de Fredericton, un centre indépendant spécialisé dans la santé mentale des policiers, l'ont aidée à s'en sortir.

« Il ne faut jamais sous-estimer le pouvoir d'une bonne crise de larmes », dit-elle en riant. « Bien des gens y voient une faiblesse, mais c'est tout le contraire. »

S'AUTOÉVALUER

Chez la cap. Lynn Saulnier, superviseure au sein du Groupe de continuation d'enquête du Détachement de Codiac de la GRC, un seul incident a fait ressurgir des émotions liées à des problèmes personnels qui duraient depuis des mois. Le soir de juin en question, elle cherchait le tireur de Moncton, l'arme à la main.

Elle ne l'avait toujours pas rengainée quand elle a appris par communication radio, huit heures plus tard, que deux policiers de son équipe avaient été tués.

« J'ai mis ça de côté parce que j'avais un travail à faire », dit-elle. Une fois le choc passé, elle s'est sentie vide et fâchée.

« C'était comme si je tournais en rond. Tout à coup, je n'arrivais plus à accomplir des tâches ordinaires. »

Quand elle s'est rendu compte qu'elle glissait vers l'extrémité inquiétante du continuum de la santé mentale, elle a reconnu avoir besoin d'aide.

« On n'est plus condamné au cachot du silence », souligne-t-elle en parlant des échanges qu'elle a eus au sujet de son deuil avec un thérapeute et des amies proches.

La cap. Saulnier croit que ce traumatisme renforce sa crédibilité comme animatrice du cours RVPM. Elle aide maintenant les autres à reconnaître la couleur qui leur correspond — et à savoir quand demander de l'aide.

« Les gens savent que je suis passée par là, que je ne parle pas à tort et à travers. ■

SOUTIEN AUX INTERVENANTS

DÉTACHÉS DANS LES ZONES RAVAGÉES PAR LES FEUX DE FORÊT

Par Paul Northcott

GRC

Des centaines de membres de la GRC ont tenu des postes de contrôle et aidé aux évacuations durant les feux de forêts en Colombie-Britannique l'été dernier.

Lors des feux de forêt qui ont ravagé la C.-B. l'été dernier, les membres de la GRC ont fait de long quarts pour protéger les collectivités à risque – et une équipe de collègues s'est attachée à les soutenir.

« Veiller sur nos membres a non seulement contribué à assurer leur bien-être immédiat, mais aussi à maintenir leur moral », explique James Browne, agent régional en chef de sécurité au travail intérimaire en C.-B. « Et ce faisant, on a aidé les membres à faire une évaluation judicieuse des risques sur le terrain et à prendre les bonnes décisions pour assurer la sécurité des gens et des biens.

À l'été 2018, les feux de forêt dans le nord et le sud-est de la province ont suscité de multiples alertes et ordres d'évacuation à l'intention de dizaines de milliers de personnes dans les collectivités touchées et, en août, la province a déclaré l'état d'urgence.

Durant les incendies, des centaines de membres de la GRC ont été déployés par quarts de sept jours pour tenir des points de contrôle, aider aux évacuations, protéger les biens et relayer les membres des détachements locaux. Nombre d'agents ont effectué deux ou trois tours de service.

Durant cette période, deux équipes de deux membres du soutien par les pairs ont surveillé la santé et le bien-être des agents dépêchés sur place. Les équipes ont parcouru des milliers de kilomètres dans la province pour visiter leurs collègues sur la ligne de front.

« Ils avaient pour rôle d'écouter et de répondre de leur mieux aux besoins des intervenants », explique le serg. Gus Papagiannis, s.-off. resp. des services de soutien en C.-B, « leur demandant comment était leur quart, leurs conditions de repos et leur famille, et s'ils avaient besoin de quoi que ce soit. »

UN TRAVAIL STRESSANT

Le travail dans un environnement dangereux, loin du foyer, peut causer un grand stress. Mais pour certains membres de la GRC, ce stress a été décuplé du fait que leur propre foyer et leurs proches ont dû être évacués. Pour les soutenir, le Centre de formation de la Région du Pacifique à Chilliwack (C.-B.) leur a offert l'hébergement.

Ces initiatives, alliées au travail des équipes de soutien par les pairs, ont montré aux membres qu'on se souciait d'eux.

« De savoir que leur famille était en sécurité et d'avoir deux agents de soutien sur les lieux a fait toute la différence, explique le serg. Papagiannis. Il était important pour les membres que nous soyions à leur écoute et que nous nous efforcions de répondre à leurs préoccupations. »

Les agents de soutien par les pairs ne sont pas là en tant que conseillers; si les membres ont besoin d'un soutien en santé mentale, on leur offrira les services nécessaires en la matière.

« Lorsqu'on traite les gens avec attention, qu'on leur offre les ressources voulues pour faire leur travail et qu'on est à leur écoute pour répondre à leurs préoccupations, ils vous décrocheront la lune », précise le serg. Papagiannis.

UNE RÉTROACTION UTILE APRÈS COUP

Lorsque les membres intervenants sont retournés au centre régional de formation à Chilliwack après leur déploiement, ils ont eu une autre occasion de parler, voire de faire un bilan de leur expérience. Au centre, ils ont rencontré un officier chargé de recevoir leur rétroaction. Les membres ont exprimé un mélange de plaintes et d'éloges concernant l'hébergement, le moral des troupes, les longues journées de déplacement, le repos et la disponibilité des équipes de soutien par les pairs.

Les membres se sont aussi plaints au sujet de la disponibilité de nourriture, notamment du manque d'approvisionnement, de l'absence de restaurants près de l'hébergement et du fait que certains restaurants fermaient trop tôt.

« La nourriture était une grande source de préoccupation, et certains ont recommandé la mise en place de cuisines roulantes », précise le serg. Papagiannis, suggestion relayée au groupe de commandement, très soucieux de résoudre le problème.

Le surint. pr. Stephan Drolet, chargé des déploiements de membres durant les feux de forêt, souligne l'importance de ces commentaires.

« Cela nous a permis d'améliorer nos opérations et de mieux soutenir nos membres », souligne-t-il.

« Les forêts sont d'une sécheresse extrême et nous devons tout faire pour voir au bien-être de nos membres, car l'éventualité d'une autre série de feux en 2019 est réelle », constate James Browne.

« Nous devons être prêts. » ■

RETOUR AU TRAVAIL

DU SOUTIEN OFFERT AUX POLICIERS APRÈS UN INCIDENT CRITIQUE

par Paul Northcott

Aider des policiers à retourner au travail après un incident critique suppose le recours à un réseau de professionnels et exige de la patience et du temps.

En Alberta, le programme de réintégration, mis sur pied en 2015 et dirigé par des pairs, a pour but de veiller à ce que les policiers intervenus lors de fusillades ou d'autres incidents critiques – comme des accidents graves de la route et des décès en détention – soient aptes à exercer leurs fonctions opérationnelles à leur retour au travail.

« Auparavant, il n'existait pas de processus officiel pour s'assurer que les membres se sentent à l'aise d'utiliser les options d'intervention avant leur retour au travail », dit le serg. Ray Savage, qui a travaillé à la conception du programme et a inspiré d'autres membres, qui réclament que le programme soit offert à l'échelle nationale. « Le programme de réintégration est devenu une norme en matière de soins pour les membres. »

FAIRE FACE AUX TRAUMATISMES

Après un incident critique, le policier est aiguillé vers un psychologue des Services de santé de la GRC, qui discutera avec lui, notamment de l'incident, et décidera si sa participation au programme de réintégration sera nécessaire.

Le participant au programme s'entretiendra avec deux intervenants sélectionnés en fonction de leur expérience opérationnelle et de leurs aptitudes en relations interpersonnelles. Ils rencontrent le policier pour parler de l'incident, de la façon dont il se sent et des démarches qui pourraient faciliter son retour au travail.

Cela dit, c'est le policier bénéficiaire qui est aux commandes.

« Les incidents critiques peuvent avoir d'importantes répercussions émotionnelles pouvant accabler les policiers et nuire à leurs mécanismes d'adaptation habituels, précise le serg. Savage. Nous leur donnons le temps d'élaborer un plan en vue de leur retour au travail. »

Par exemple, un policier qui a pris part à une fusillade peut avoir de la difficulté à composer avec l'odeur de poudre à canon ou le son d'un coup de feu. Il pourrait devoir reprendre confiance en lui pour être capable de travailler dans des situations de tir réel à nouveau.

« S'il le souhaite, on peut l'amener au champ de tir pour y recréer l'incident dans un environnement contrôlé afin qu'il reprenne confiance en ses compétences opérationnelles », ajoute le serg. Savage.

C'est pourquoi l'insp. Betty Gilholme, une officière de l'Administration et du Personnel au Nunavut, envoie des policiers qui ont besoin d'aide vers le sud.

« Nous avons de petits détachements et un taux d'incidents critiques plus élevé que la normale, et nous ne pouvons pas offrir ce genre de soutien, explique-t-elle. Les policiers qui suivent le programme obtiennent de l'aide pour pouvoir faire face aux conséquences d'incidents critiques et à tout traumatisme qui pourrait survenir plus tard. »

« Les policiers peuvent faire des exercices dans un lieu sécuritaire, ce qui les amène à comprendre des choses dont ils n'étaient peut-être pas conscients, ajoute-t-elle. Il ne faut pas que les membres figent pendant une intervention en raison d'un traumatisme non traité. »

REPRENDRE CONFIANCE

Le cap. Steve Oster du Groupe national du recours à la force de la GRC dirige le projet de mise en œuvre du programme à l'échelle nationale. Il admire beaucoup le travail effectué en Alberta.

« Je suis persuadé qu'ils ont empêché des membres de quitter la GRC et qu'ils ont même sauvé des vies », déclare-t-il.

Selon un policier qui a suivi le programme après avoir tiré sur un suspect, la réintégration devrait être obligatoire pour tous les policiers qui ont vécu un incident critique.

« Les jours qui suivent l'incident, on est plongé dans le stress, l'incrédulité et l'incertitude. On ne peut pas s'attendre à fonctionner normalement et à surmonter une expérience traumatisante sans aide, a écrit le policier dans une déclaration. Le programme de réintégration m'a aidé à reprendre confiance en moi et m'a permis de me remettre sur pied. »

Le cap. Oster, qui a également vécu des incidents critiques, est d'accord avec lui.

« Parfois, on fait semblant sur le terrain. Nous ne pouvons pas être émotifs parce que c'est nous qui sommes censés aider les autres, pas l'inverse, ajoute-t-il. Sauf que les émotions refoulées finissent par nous rattraper. »

Selon le serg. Savage, 77 policiers ont suivi le programme, qui est maintenant offert aussi à ceux qui retournent au travail après avoir subi une blessure physique ou psychologique.

Souvent, dès qu'ils sont de retour après avoir reçu l'autorisation du psychologue, les policiers se font les champions du programme de réintégration.

« Ces membres donnent au suivant. Ils deviennent des personnes-ressources pour le programme et encouragent leurs pairs à en profiter », conclut le serg. Savage. ■

GRC

Des intervenants du programme de réintégration en Alberta aident des policiers pour qu'ils soient prêts à exercer des fonctions opérationnelles après un incident critique.

Serge Gouin, GRC

Travailler à l'intérieur ou à proximité d'une auto-patrouille comporte des dangers. Les policiers doivent être conscients de ce qui les entoure et se placer en position sûre.

RESTER EN SÉCURITÉ EN AUTO-PATROUILLE?

LES EXPERTS :

- **Trevor Boulanger, agent de sécurité au travail de la GRC, Winnipeg (Manitoba)**
- **Julie Furlotte, gestionnaire nationale de l'Actif mobilier de la GRC, Ottawa (Ontario)**
- **Serg. Sam Tease, Groupe national du recours à la force de la GRC, Ottawa (Ontario)**
- **Bruce Christianson, directeur, Programme et Politique de sécurité au travail de la GRC, Ottawa (Ontario), serg. Rhéal Morin et Donald McInnes**

En se mettant au volant, le policier pose l'un des actes les plus vulnérabilisants de son quart de travail, et le danger auquel il est exposé augmente en cas de problème sur la route. Nous avons demandé à quatre experts de la GRC de nous parler des situations les plus dangereuses en voiture et des moyens de réduire les risques de blessures chez les policiers et le public.

TREVOR BOULANGER

À la GRC, il règne une profonde conviction que les plus grands risques pour les policiers et les autres employés viennent des comportements violents de leurs clients. Ces risques-là sont certes bien réels.

Or, selon le Tableau d'honneur de la GRC, près de 80 policiers sont décédés lors d'incidents de transport survenus dans l'exercice de leurs fonctions, c'est-à-dire en accomplissant l'une des tâches ordinaires sur lesquelles ils avaient le plus de contrôle.

Les véhicules de la GRC sont plus sécuritaires que jamais, les codes de la route ont été renforcés, la formation en conduite de police est à son meilleur, la conception des routes au Canada s'améliore chaque année et la médecine fait des miracles pour les accidentés de la route. Que faire de plus à la GRC pour éviter les décès attribuables aux collisions de véhicules de police?

Nous devons instaurer une culture de prudence au volant. Les cadets qui arrivent à Dépôt (l'École de la GRC) ont de plus en plus de connaissances pratiques et de vécu. Ils apportent ainsi des perspectives et des idées nouvelles en ce qui touche la sécurité au travail. Il faut encourager les solutions qui favorisent la sécurité et bannir les comportements qui entraînent des risques.

Les codes provinciaux de la route permettent au personnel des services d'urgence de dépasser la limite de vitesse établie dans certaines situations. Il existe aussi des dispositions l'exemptant de porter la ceinture de sécurité. La formulation peut varier légèrement, mais le message reste le même : ces exceptions ne s'appliquent qu'en des circonstances très précises.

Par exemple, en milieu urbain, il est inacceptable pour les conducteurs de véhicules d'urgence de traverser une intersection à grande vitesse au risque de causer une collision juste pour se rendre au lieu d'un incident. Des modifications apportées à l'échelle de l'industrie pour changer les comportements de ces conducteurs ont grandement réduit les risques qu'ils courent eux-mêmes et qu'ils font courir aux clients et au public. L'arrêt presque complet qu'ils effectuent désormais à chaque intersection a fait chuter le nombre d'accidents qui leur sont associés.

S'il est impossible d'apprécier la valeur d'une vie humaine, il est facile de le faire pour le matériel. Le coût financier de l'achat, de

l'équipement et de l'aliénation d'un véhicule de police de type Ford Taurus devenu inutilisable par suite d'une collision est de plus de 60 000 $. Il s'agit là d'une perte significative.

Notre matériel, parmi le meilleur du secteur policier, n'offre tout de même qu'une protection limitée. Conduire à haute vitesse ou ne pas porter la ceinture de sécurité augmentent les risques.

Notre comportement au quotidien influence l'avenir. Pour réduire la fréquence et la gravité des incidents dangereux, il faut s'employer à faire chaque tâche, même la plus banale, de façon sécuritaire.

JULIE FURLOTTE

Les policiers contribuent de façon importante à l'entretien des véhicules. Le Bureau national du parc automobile établit les politiques en la matière, mais il appartient aux détachements et aux services qui possèdent les véhicules de voir à leur entretien, qu'il s'agisse de voitures, de motoneiges, de véhicules tout-terrain ou de bateaux.

Il arrive à tout le monde d'être débordé par le quotidien et d'oublier ou de remettre à plus tard des travaux d'entretien mécanique, même pour son véhicule personnel. Cela se comprend.

Les véhicules de police sont cependant un outil de première ligne essentiel, de véritables « bureaux mobiles » équipés d'instruments opérationnels cruciaux tels que des armes, des dispositifs de communication ainsi que des gyrophares et une sirène. Si un véhicule fonctionne mal, le problème peut influer sur le délai d'intervention et la capacité de renfort. Quelques conseils pour rester en sécurité :

- Chargez un membre du service ou du détachement de veiller à l'entretien des véhicules.
- Pour la gestion de son parc automobile, la GRC fait affaire avec la société ARI, qui offre une carte pour le paiement des frais de carburant et d'entretien ainsi qu'un système de gestion de parc en ligne. Utilisez ce système pour faire le suivi des travaux d'entretien et recevoir des rappels quant aux vérifications à effectuer.
- Connaissez tout l'équipement d'urgence du véhicule. Ainsi, lorsque survient une urgence, vous n'aurez pas à réfléchir à la façon d'en activer les différents éléments.
- Faites une inspection avant de prendre la route pour vous assurer que tout l'équipement d'urgence se trouve dans le véhicule et qu'il fonctionne bien. Le formulaire « Rapport d'inspection de véhicule de police » peut être utilisé à cette fin.

Les véhicules de police doivent braver des conditions de toutes sortes. Les fabricants les considèrent donc comme des véhicules « à usage intensif » qui présentent des exigences d'entretien particulièrement élevées. Pour servir de bureau mobile, il est essentiel que chacun soit bien entretenu et en bon état de fonctionnement.

SERG. SAM TEASE

Le Groupe national du recours à la force (GNRF) de la GRC mène plusieurs initiatives pour favoriser la sécurité des policiers travaillant à l'intérieur ou à proximité de véhicules de police.

Le cours Déploiement rapide pour action immédiate (DRAI) à l'extérieur - Habiletés pratiques, lancé en avril 2016, comporte une séance consacrée à la façon de réagir à une menace de tir lorsqu'on se trouve près d'un véhicule de police.

Lors de ce cours obligatoire, les policiers apprennent des stratégies pour utiliser leur véhicule le mieux possible dans le cas d'une fusillade, essentiellement en faisant des déplacements tactiques et en s'assurant d'une protection balistique optimale. Ils appliquent ensuite ces techniques lors de mises en situation réalistes avec des cartouches à projectile marquant. Les commentaires des participants ont été extrêmement positifs jusqu'à maintenant.

Au début de 2018, le GNRF s'est joint à Apprentissage et Perfectionnement de la GRC pour actualiser le cours en ligne annuel obligatoire sur le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents afin d'améliorer la sécurité des policiers lorsqu'ils travaillent près de véhicules.

Chacun sait que les risques associés aux contrôles routiers varient toujours d'une fois à l'autre. Nous voulions faire de la sensibilisation et lancer une discussion à ce sujet.

Il est crucial de garder une bonne

Serge Gouin, GRC

Le port de la ceinture de sécurité et du gilet haute visibilité ou du blouson de patrouille aide à protéger les policiers en voiture ou près de véhicules en circulation.

Serge Gouin, GRC

En auto-patrouille, l'utilisation du poste de travail mobile, du cellulaire et de la radio de police peut augmenter le risque de distraction et exige de la prudence.

conscience de la situation. En procédant à un contrôle routier de façon réfléchie et en connaissant les zones d'approche, les voies de fuite et les zones à éviter lorsque vous circulez autour de véhicules, vous pourrez faire une évaluation judicieuse des risques. Cela vous aidera à prendre de bonnes décisions, qui accroîtront votre sécurité et celle du public.

Les éléments ajoutés au cours visaient à rappeler aux policiers que lorsqu'ils travaillent près de véhicules, ils doivent penser de manière stratégique, toujours se soucier de leur mobilité et veiller à se placer en position sûre.

À la fin du cours, un nouveau guide fournit un lien vers la politique sur les tirs en direction de véhicules.

Il est non seulement contraire à la politique, mais extrêmement dangereux de tirer sur un véhicule pour l'immobiliser. Cela ne freine en rien ou presque la course du véhicule et augmente en fait les risques pour le public et la police.

Le GNRF collabore avec plusieurs partenaires policiers externes pour élaborer un cours sur l'extraction de sujets coopératifs lors de contrôles routiers à risque élevé. Des membres de notre personnel ont mis au point des techniques à cet égard qui pourraient être simplifiées et mieux harmonisées à des programmes comme le DRAI à l'extérieur - Habiletés pratiques.

Après avoir vu comment les autres corps policiers canadiens emploient ces techniques, le GNRF a produit un cours actualisé sur les procédures d'extraction lors de contrôles routiers. Ce cours est maintenant à l'essai. Lorsqu'il sera finalisé, des mises à jour seront diffusées aux policiers de la GRC et les techniques seront enseignées dans le cadre de formations divisionnaires (provinciales).

La formation en bloc de 2020 comportera aussi une séance pratique sur les dangers qui guettent les policiers lorsqu'ils font des contrôles routiers ou qu'ils travaillent près de véhicules. Au cours de cette séance, les participants pourront échanger sur des moyens de se protéger et de maintenir leur vigilance.

Soyez toujours conscients de ce qui vous entoure, entraidez-vous et restez prudents.

BRUCE CHRISTIANSON

Les policiers mettent leur vie en danger chaque jour. Les risques les plus évidents tiennent aux comportements imprévisibles de suspects dangereux ou d'agresseurs armés.

Une importante proportion des décès et des blessures graves qui surviennent au travail découlent toutefois d'accidents de la route. Les policiers peuvent réduire les risques de cette nature en évaluant les précautions qu'ils prennent pour assurer leur propre sécurité.

Monter en voiture peut être le geste le plus dangereux de leur quart de travail. Les distractions (poste de travail mobile, cellulaire, radio de police), la circulation dense, les intempéries, les mauvaises conditions routières, les poursuites, la fatigue, les problèmes d'ergonomie et les interactions avec la faune, entre autres facteurs, les exposent à un risque d'accident accru.

Par exemple, l'utilisation d'un cellulaire nuit beaucoup à la conduite automobile. La vitesse inadaptée aux conditions routières ou dépassant la limite permise joue aussi un rôle important dans bien des collisions impliquant un policier.

La fatigue pose également un grand risque, tout autant que la conduite avec facultés affaiblies, car elle augmente le temps de réaction, diminue la concentration et fausse le jugement.

Le manque de sommeil est l'une des premières causes de la fatigue au volant. D'autres facteurs peuvent aussi y contribuer, comme parcourir une longue distance sans faire de pauses, rouler à une heure où l'on dort normalement ou prendre des médicaments, de la drogue ou de l'alcool. C'est un problème qui touche beaucoup les policiers en raison de leurs longues heures de travail.

Prévenir et gérer la fatigue peut réduire les décès, les blessures, les cas d'incapacité et les dommages matériels. Les collisions impliquant un véhicule de police, quel qu'il soit, ne sont pas toujours imputables au policier qui le conduit, mais le degré de vigilance et la réaction de ce dernier peuvent compter pour beaucoup.

Avant de prendre le volant, mieux vaut atténuer les risques sur lesquels on peut agir. En plus d'éviter les distractions, de respecter les limites de vitesse, d'adopter une conduite préventive, de porter sa ceinture de sécurité et de s'assurer d'être bien reposé, on peut faire une inspection rapide du véhicule, veiller à son entretien régulier et porter son gilet haute visibilité ou son blouson de patrouille lorsqu'on se trouve en voiture ou près de véhicules en circulation.

Les accidents de la route qui mettent fin à une carrière ne sont malheureusement pas rares.

Soyez prudents et portez attention à ce qui vous entoure. ■

DES SÉANCES DE MISE EN FORME GAGNANTES

L'ENTRAÎNEMENT EN GROUPE POUR PRÉVENIR LA FATIGUE ET LA MALADIE

par Patricia Vasylchuk

Il y a neuf ans, Roxanne Blanchette, membre civile, regardait ses collègues policiers s'entraîner en vue du Test d'aptitudes physiques essentielles (TAPE) sur l'hélisurface près de sa fenêtre de bureau au Détachement de Fredericton.

« Il est frustrant de voir des gens faire ce que vous aimeriez accomplir, sans pouvoir le faire », précise Mme Blanchette, qui pesait alors 260 lb et souffrait du diabète de type 2. « Je souhaitais juste être capable d'aller ramasser le courrier sans m'essouffler. »

Sa vie a changé lorsqu'elle s'est mise à l'entraînement avec une collègue qui lui a proposé un plan de musculation. Pour accélérer son développement, elle s'est jointe à un camp d'entraînement. En moins de cinq ans, elle a perdu 64 livres et ne prend plus de médicaments pour son diabète.

« Je ne suis plus irritable, agitée ou déprimée; j'ai tellement plus d'énergie, pour profiter non seulement de la vie, mais aussi jouir de mes relations », explique Mme Blanchette, qui se joint à ses collègues dans des activités physiques tout au long de l'année.

« Aujourd'hui encore, aller au gym me terrifie, dit-elle. Mais c'est moins intimidant quand je suis avec cinq autres adeptes. »

D'autres détachements du N.-B. font appel à l'entraînement en groupe pour favoriser la santé physique et mentale des employés et les aider à améliorer leurs résultats au TAPE. De fait, la province compte le plus haut taux de participation au TAPE au pays.

Le TAPE sert à évaluer la capacité d'un membre à relever les défis du travail policier en simulant une poursuite, un affrontement physique et une arrestation. Avant d'être reçu membre de la GRC, tout cadet doit réussir le test.

L'UNION FAIT LA FORCE

Dix-huit mois après s'être jointe au Détachement de Campbellton (N.-B.), la gend. Kelcie Levesque a entamé une routine d'entraînement avec un collègue. En un rien de temps, elle s'entraînait assidûment cinq jours par semaine avec un groupe qui la motivait et l'encourageait.

« En tant que femme, lorsque j'aborde des clients, je peux sembler être désavantagée par ma petite taille, explique-t-elle. La force musculaire acquise à l'entraînement aux poids lourds me procure de l'assurance. Et mes collègues sont rassurés quand je suis leur renfort. »

Les amitiés nouées au gym s'étendent au-delà du travail. La gend. Levesque fréquente régulièrement la plupart de ses collègues de l'entraînement, par exemple pour promener leurs chiens au mont Sugarloaf.

« Un lien étroit nous lie qui n'existerait pas si nous nous limitions à l'entraînement dans les quatre jours de notre quart, sans nous voir durant nos jours de repos », précise-t-elle.

Pour la gend. Levesque, être en forme favorise la bonne humeur, l'énergie et le sentiment général de bien-être.

RÉSILIENCE PSYCHOLOGIQUE

Le serg. J.P. MacDougall recourt à l'entraînement physique pour stimuler l'esprit d'équipe. Chef de détachement à Woodstock (N.-B.) depuis trois ans, le sergent constate que les séances d'exercice favorisent la confiance et la communication entre ses employés, et ainsi leur forme physique et leur résilience psychologique.

Après près de 20 ans à la GRC, il a appris que la forme physique est liée au bien-être psychologique. « En 18 ans de carrière sur la ligne de front, tout membre aura été exposé à des événements traumatisants », explique le serg. MacDougall.

Intervenir à la suite d'incidents critiques ensemble crée des liens qui doivent être entretenus, de façon à pouvoir se confier après une situation de stress, estime le serg. MacDougall. « Si je les réunis pour une brève séance d'entraînement après une série de quarts exigeants, cela favorise la cohésion au sein de l'équipe », explique-t-il.

Le sergent encourage ses membres à consacrer 30 minutes par quart à l'entraînement physique, ce qui contribue selon lui au faible taux de congé de maladie au sein de l'équipe.

« Pour moi, c'est un investissement. J'aime mieux renoncer à un membre durant 30 minutes maintenant, que de le perdre pour raison de santé mentale plus tard », souligne-t-il.

L'ancien militaire a par ailleurs noué un partenariat avec le Détachement de St. Stephen, situé à deux heures au sud de Woodstock, pour lancer un défi TAPE comme autre moyen de rapprochement avec les membres.

« Le pointage importe peu, explique le serg. MacDougall. Ce qui compte, c'est de pouvoir parler à un membre lorsque ce dernier est en difficulté. »

« Quand je m'entraîne, je me libère l'esprit, ajoute le serg. MacDougall. Il m'arrive souvent de réfléchir à un problème au travail, et à la fin de la séance, j'ai une solution. » ■

Serge Gouin, GRC

Roxanne Blanchette, deuxième à partir de la gauche, a perdu 64 livres et traité son diabète grâce à ses séances d'entraînement en groupe.

LA CLÉ D'UN MILIEU DE TRAVAIL SÛR

SIGNALER LES INCIDENTS POUR PRÉVENIR LES BLESSURES

par Paul Northcott

En raison des risques que comporte leur métier, les policiers suivent une formation pour pouvoir se protéger et protéger le public. Mais au-delà des opérations, tous les employés de la GRC doivent veiller à leur sécurité et à leur bien-être.

« Nous faisons partie de la même équipe. La sensibilisation aux questions et aux stratégies de sécurité pour réduire les incidents doit être faite à tous les niveaux », affirme Amélie Talbot, analyste, gestion de rendement et projets, Programme et Politique de sécurité au travail. « C'est pourquoi lorsqu'il s'agit de santé et de sécurité, nous avons tous un rôle à jouer. »

Selon un rapport de Santé et Sécurité au travail de la GRC publié en 2015, les chutes constituent la première cause de blessures chez les employés. De ces chutes, 601 étaient qualifiées de mineures – la plupart étant dues à des surfaces glissantes sur des propriétés de la GRC –, et 98 étaient jugées invalidantes (la blessure était si grave qu'elle a empêché l'employé de se rendre au travail et d'accomplir ses tâches).

SIGNALER LES INCIDENTS

Le secteur de Mme Talbot élabore des politiques et des procédures visant à améliorer la sécurité au travail. Selon elle, la solution la plus simple et efficace, c'est de signaler les incidents.

« Même si l'incident ne vous cause pas de blessure, vous devriez le signaler à votre superviseur, qui doit en trouver la cause et prendre des mesures correctives. Si vous ne le signalez pas et qu'il se répète, une autre personne pourrait se blesser gravement », insiste Mme Talbot, en précisant que les données sur les incidents permettent de mettre le doigt sur le problème et de le régler.

Elle indique que la participation des employés est essentielle à la sécurité en milieu de travail et que les agents de sécurité au travail (AST) peuvent aider dans le processus de signalement.

« La formation des membres et du personnel de soutien en santé et sécurité est d'une importance capitale dans notre service », affirme Peter Lennon, AST à la GRC.

Il ajoute que les AST donnent des conseils tant aux employés qu'aux superviseurs, et soutiennent la GRC afin qu'elle respecte ses obligations en vertu de la Partie II du *Code canadien du travail*.

Le rapport établit un lien étroit entre les chutes et les chaussures, et souligne l'importance du déneigement et de la prise de mesures pour prévenir les chutes sur les surfaces mouillées. Il recommande que la GRC considère réévaluer les chaussures fournies aux policiers.

Le surint. Ian Cowan, directeur du programme Uniformes et Équipements de la GRC, assure le bien-être des policiers en leur procurant des produits fonctionnels, sécuritaires et confortables.

Depuis 2016, son programme est à la recherche des meilleures chaussures antidérapantes possible. « C'est une démarche qui demande beaucoup de travail », indique-t-il.

Il précise qu'il faut tenir compte de facteurs comme la taille, le sexe et les normes techniques du produit.

IMPORTANCE DE LA CONSULTATION

Selon le surint. Cowan, la sécurité occupe certes une place centrale, mais il faut tenir compte des préoccupations personnelles dans l'élaboration des spécifications.

« Quand vous prenez des décisions sans faire une vaste consultation, vous risquez de vous retrouver avec des produits qui déplaisent », affirme-t-il.

Les quatre premières causes de blessures mentionnées dans le rapport sont les interventions en situations d'agressions physiques, l'ergonomie de l'espace de travail (l'habitacle des véhicules) ou le déplacement d'objets lourds, les accidents de la route et les activités de formation.

Les fonctions des AST consistent en partie à collaborer avec les comités et les représentants de la sécurité de la GRC dans chaque province afin de repérer et d'éliminer les dangers en milieu de travail.

« Ce sont les AST qui relayent l'information sur la sécurité dans les divisions », dit M. Lennon.

Ils offrent des séances de formation de deux jours aux employés de la GRC qui siègent volontairement aux comités de santé et de sécurité pour qu'ils puissent comprendre leur fonctionnement et inspecter convenablement les lieux de travail.

« La formation est essentielle car elle permet aux gens de détecter les dangers en milieu de travail et leur donne la confiance voulue pour signaler les problèmes et recommander des solutions », conclut-il. ■

GRC

Les chutes font partie des principales causes de blessures chez les employés. Ces derniers doivent signaler les dangers (p. ex. trottoirs glacés) pour que les mesures adéquates soient prises rapidement.

MANIPULER AVEC SOIN

MINIMISER LES RISQUES DU FENTANYL EN PRENANT QUELQUES PRÉCAUTIONS

par Patricia Vasylchuk

Dans la plupart des situations où il risque d'être exposé au fentanyl, enfiler une paire de gants suffit souvent à protéger le policier contre une surexposition.

C'est ce qui ressort du rapport de la GRC sur l'utilisation par les policiers de la naloxone, cet antidote qui suspend temporairement les effets d'une surdose d'opioïdes. Le rapport indique que la naloxone n'a été administrée qu'à quatre policiers au cours de la première année de son utilisation à la GRC, entre octobre 2016 et 2017.

« Au début, il s'est dit bien des choses sur la puissance du fentanyl, sur la quantité susceptible de provoquer la surdose, ce qui nourrissait la crainte d'une surexposition, rappelle Paul von Schoenberg, conseiller national en hygiène du travail à la GRC. Nous savons maintenant que ça n'arrivera pas à celui qui applique ce qu'il a appris et qui se protège raisonnablement. »

Martine Chénier, GRC

Le cap. Eric Rajah tient une papillote qui pourrait contenir du fentanyl acheté dans la rue lors d'une opération d'infiltration. Selon lui, la surexposition par contact est peu probable.

À FLEUR DE PEAU

L'absorption par la peau est possible, mais la substance doit être puissante et rester au contact de la peau longtemps, comme sur un timbre transdermique comme il en existe pour la nicotine.

« Étant donné les quantités de fentanyl dans les rues et la vitesse à laquelle il s'absorbe, la surexposition par contact est peu probable, croit M. von Schoenberg, selon lequel porter des gants non poreux et se laver les mains à l'eau froide et au savon prévient les effets néfastes.

Il ne craint pas non plus le risque d'inhaler de la poussière de fentanyl sur les lieux, puisqu'il y aurait trop peu de particules volatiles pour causer une surexposition. Le fentanyl pourra être plus facilement absorbé si l'on porte ses mains contaminées à sa bouche, son nez et ses yeux, mais même de cette manière, la surexposition est peu probable.

« Si je vous en mets dans la main, ça ne vous tuera pas. Il faut l'ingérer, souligne le cap. Eric Rajah, coordonnateur national de la lutte contre les drogues à la GRC et agent d'infiltration chevronné. Si j'en trouve dans mon travail, je le manipule comme il faut. J'évite de l'ingérer. »

Le cap. Rajah explique qu'en raison de la nature des échanges et de la façon dont les drogues sont emballées pour la revente, il y a peu de chances que la substance, qui est rarement pure, entre en contact avec la peau de l'agent d'infiltration. Et si ça arrive, le contact sera bref : l'échange se fait rapidement et la drogue est vite glissée dans une poche, hors de la vue.

« La drogue est souvent emballée en une papillote serrée, dit-il. Si je l'ouvre avec précaution, ça ne m'attaquera pas, ça ne me sautera pas au visage. Et je ne vais pas la sentir pour vérifier. »

PRÉCAUTIONS POLICIÈRES

La surint. Shawna Baher a dirigé le volet sécurité contre le fentanyl de la formation offerte aux agents d'infiltration de 2015 à 2018. Selon elle, même les policiers qui achètent de la drogue en infiltration dans la rue risquent peu d'être exposés s'ils s'en tiennent à ce qu'ils ont appris.

« Les membres savent qu'ils doivent manipuler la drogue le moins possible et se laver les mains dès qu'ils reviennent à leur véhicule, où ils doivent garder des bouteilles d'eau et du savon », dit-elle.

Mais elle ajoute « mieux vaut prévenir que guérir » et prendre des précautions. En 2016, elle dirigeait les opérations d'infiltration lorsque le fentanyl s'est répandu dans les rues de Surrey, en C.-B., aux premières heures de la crise.

« On ne sait pas à quoi on a affaire, explique la surint. Baher. La puissance varie avec chaque nouvelle production vendue. »

C'est toujours en Colombie-Britannique qu'on trouve le plus grand nombre de surdoses de fentanyl au pays et que la GRC utilise le plus de naloxone depuis 2014, année où est apparu le fentanyl. Selon le rapport sur l'utilisation de la naloxone, des 244 fois où l'antidote a été utilisé pour le public, c'était à 84 pour cent du temps en C.-B.

La surint. Baher a été le deuxième policier de la GRC à administrer la naloxone au Canada et elle a élaboré l'analyse de rentabilisation pour l'utilisation de la naloxone à la GRC. ■

UNE ÉTUDE DU STRESS

COLLABORATION POUR LA RECHERCHE EN SANTÉ MENTALE

par M. Nicholas Carleton, Ph.D., professeur de psychologie, Université de Regina, Saskatchewan

L'Université de Regina a entamé son étude des effets du travail policier sur la santé mentale des agents de la GRC.

Il s'agit d'un projet de recherche mené à la Div. Dépôt – l'École de la GRC – qui porte sur les traumatismes liés au stress opérationnel (TSO), y compris le trouble de stress post-traumatique (TSPT). À compter de janvier, les cadets qui commencent leur formation auront l'occasion d'y participer.

Dirigé par M. Nicholas Carleton, Ph. D., à l'Institut canadien de recherche et de traitement en sécurité publique (ICRTSP) à Regina, le projet vise à repérer les symptômes psychologiques et physiologiques des troubles liés aux traumatismes et au stress.

L'étude longitudinale sur les traumatismes liés au stress opérationnel fait partie de la Stratégie en matière de santé mentale de la GRC. Ses résultats serviront à établir un plan à long terme de soutien des policiers ainsi qu'à éliminer les préjugés associés aux maladies mentales.

Bien que la participation à l'étude soit volontaire, l'équipe de recherche espère que tous les cadets y prendront part.

Le projet consiste à recueillir des données d'une importance cruciale et à établir une nouvelle norme de référence en matière de soins pour tous les participants. Des niveaux de soins en santé mentale sans précédent seront offerts aux participants.

Les cadets recevront des montres et des téléphones intelligents, ainsi qu'une chemise munie d'un moniteur de fréquence cardiaque en temps réel. Cette technologie permettra d'observer les changements physiologiques à mesure qu'ils accomplissent leurs tâches quotidiennes, à Dépôt comme sur le terrain.

Ils subiront des évaluations psychologiques et devront soumettre un journal chaque jour ou chaque mois.

Certains cadets suivront une formation psychologique sur mesure qu'ils pourront appliquer dans leurs vies personnelle et professionnelle. On estime que les participants seront mieux protégés contre les TSPT et mieux préparés à affronter les réalités du travail policier.

Les chercheurs espèrent que les cinq ans et demi que durera le projet profiteront aux participants tout au long de leur carrière.

La GRC reconnaît l'importance d'une bonne santé mentale. Elle a beau mettre en place différentes mesures de prévention et d'intervention destinées à améliorer la santé et la sécurité psychologiques de ses employés, elle continue à perdre de nombreux policiers en raison de problèmes de santé mentale.

Selon Anciens Combattants Canada, en 2014, 41,7 p. 100 des demandes d'indemnisation pour une invalidité de longue durée de policiers qui avaient quitté la GRC étaient liées à des problèmes de santé mentale. Une étude récente menée à l'échelle du pays révèle qu'un nombre important de policiers de la GRC ont obtenu un résultat positif pour le TSPT (30 p. 100), pour un trouble dépressif majeur (32 p. 100) et pour un trouble d'anxiété généralisée (23 p. 100), parmi d'autres problèmes de santé mentale (Carleton et al., sous presse).

L'Université de Regina est mondialement reconnue pour ses travaux en psychologie clinique, notamment l'étude du TSPT et d'autres TSO. L'étude longitudinale de la GRC cadre bien avec les priorités de l'Université en matière de recherche et s'appuie sur la collaboration continue avec l'École de la GRC.

En outre, l'Université de Regina est le centre administratif de l'ICRTSP, qui aide les ressources universitaires à élaborer des études et à accroître leur capacité de recherche.

Le projet aura une incidence positive sur la santé mentale à la GRC. Il orientera les politiques et les programmes en traduisant la *Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail* en améliorations concrètes – d'abord à la GRC, puis pour l'ensemble des employés de la sécurité publique canadiens. ■

Andrew Marshall, GRC

Plus tard cette année, les cadets de la GRC pourront choisir de participer à une étude à long terme sur les signes psychologiques et physiologiques de stress et des traumatismes dans le milieu policier.

LES FAITS

LES RÉCIDIVISTES

Pourquoi certains ex-condamnés récidivent-ils? La réponse est complexe, mais une chose est claire : en les aidant en amont, on peut éviter d'autres incarcérations et réduire le fardeau financier lié aux prisons et aux programmes de soutien.

Le récidivisme c'est le taux de délit d'un individu

C'est le retour à la surveillance correctionnelle à la suite d'une nouvelle condamnation dans les deux ans suivant une période de probation, une libération conditionnelle, une condamnation avec sursis ou une peine d'emprisonnement de six mois ou plus.

Plusieurs facteurs de risque y sont associés

- Âge*
- Attitude à l'égard de la probation
- Nombre et type de condamnations antérieures
- Sexe
- Changements d'adresse
- Durée d'emploi

* L'âge est l'une des plus importantes variables. L'activité criminelle culmine à la fin de l'adolescence et au début de l'âge adulte, puis diminue graduellement par la suite.

Plusieurs facteurs d'influence y sont associés

- Les relations conjugales ou familiales
- Les amitiés
- La situation financière et émotionnelle
- Les fréquentations et la consommation d'alcool ou de drogues

Le saviez-vous?

À Surrey (C.-B.), la GRC et les agents de probation chargés des jeunes contrevenants ont conclu un nouveau partenariat pour aider ces derniers à respecter les conditions qui leur sont imposées par le tribunal et briser le cycle de la délinquance.

Parmi les récidivistes

- Près de 75 p.100 ont déjà fait l'objet de plusieurs condamnations antérieures
- Près d'un tiers ont déjà fait l'objet d'une condamnation antérieure

Les meilleurs moyens de réduire la récidive

- Les programmes de traitement en milieu carcéral et communautaire
- Les établissements de désintoxication

AU CANADA

Selon une analyse du Service correctionnel Canada

Les taux de récidive ont diminué de façon spectaculaire chez les participants aux programmes de désintoxication.

Chaque dollar consacré aux programmes correctionnels permet d'économiser quatre dollars en coûts d'incarcération.

Les délinquants qui participent aux programmes correctionnels pendant leur détention sont moins enclins à récidiver.

CULTIVER LA CONFIANCE

LA GRC TISSE DES LIENS FORTS AVEC UNE RÉSERVE MI'KMAQ

Par Patricia Vasylchuk

Dans le bureau du serg. Bill Collier, au Détachement d'Elsipogtog (N.-B.), trône une plume d'aigle, une des plus hautes distinctions chez les peuples autochtones. C'est sa troisième, mais la première pour la façon dont ses agents et lui assurent le maintien de l'ordre dans la réserve.

Suivant une entente conclue entre la collectivité, la province et la GRC, toutes les parties donnent leur avis sur les questions de police communautaire, y compris les priorités de la bande. Les policiers rencontrent régulièrement le chef et le conseil de bande et un groupe d'aînés et participent à des activités autochtones.

« Tout repose sur la confiance », affirme le serg. Collier en parlant de l'approche du détachement pour maintenir l'ordre dans la bande autochtone de quelque 3 000 membres.

Un dialogue franc permet aux parties de mieux comprendre leurs différences et d'améliorer leurs relations, ce qui facilite la vie communautaire et l'application de la loi.

Serge Gouin, GRC

En signe de respect envers la communauté autochtone d'Elsipogtog, le gend. Milliea et ses collègues ne portent pas de chapeau lorsqu'ils sont sur la réserve.

COMPRENDRE LES DIFFÉRENCES

Le serg. Collier croit que communiquer sur une base régulière contribue à atténuer la méfiance et le ressentiment qui peuvent se développer lorsque les gens comprennent mal le travail policier.

Pour la gend. Vanessa DeMerchant et ses collègues, cette approche consiste notamment à participer à des cercles de guérison.

Au début, les policiers devaient venir sans leurs armes à feu en signe de respect. Mais ça a changé depuis les fusillades de 2014 et 2018 à Moncton et à Fredericton. À présent, ils portent leurs armes sans que cela nuise à la relation de confiance qu'ils ont tissée avec les résidents.

« Lorsqu'on leur explique en quoi consiste notre travail, ils nous comprennent mieux, dit la gend. DeMerchant. C'est bien de pouvoir communiquer ouvertement avec les gens. »

Les agents du Détachement d'Elsipogtog sont aussi très respectés parce qu'ils participent au processus judiciaire de la bande.

Ils assistent à des cercles de détermination, pendant autochtone des audiences de détermination de la peine, aux côtés du délinquant, des membres de la collectivité, du procureur de la Couronne, des policiers et du juge. Assis en cercle, chacun prend la parole pour dire au délinquant les répercussions qu'ont eues ses actions sur lui ou sur d'autres membres de la communauté. Le juge tient compte de toutes les déclarations avant d'imposer la peine et, au-delà de l'aspect punitif, cette démarche vise à aider le délinquant à guérir.

« En assistant à ces cercles, on se rapproche des gens, analyse la gend. DeMerchant. On leur montre qu'on va jusqu'au bout, qu'on ne les abandonne pas comme ça. »

Le détachement, qui compte 13 policiers et deux fonctionnaires, a modulé ses façons de faire afin de mieux tenir compte de la culture mi'kmaq.

Depuis qu'ils ont appris que le port du chapeau est perçu comme un signe d'intimidation et un manque de respect envers les résidents de la bande, majoritairement Mi'kmaq, les agents ne le portent plus dans la réserve, souligne le gend. Boyd Milliea qui a grandi dans la communauté.

UNE LANGUE COMMUNE

Le gend. Milliea utilise sa langue maternelle pour faciliter les échanges depuis son premier emploi dans une réserve en 2000. Lorsqu'il interagit avec des personnes qu'il croit être Autochtones, il entame la conversation en mi'kmaq et passe à l'anglais seulement si son interlocuteur le fait.

« Ça aide à établir un climat de confiance, dit-il. Les barrières tombent plus facilement. »

Enfant, il a vu son père peiner à comprendre les policiers qui parlaient avec un fort accent français, ce qui rendait les relations difficiles. Mais c'est sa première interaction positive avec la police de la bande qui a fait naître sa vocation.

« Ils passaient en voiture et je les ai traités de porcs. Ils se sont arrêtés et se sont adressés à moi dans ma langue, relate-t-il. Ça m'a fait réfléchir et je me suis dit que si je faisais comme eux un jour, peut-être que les interactions se passeraient mieux. » ■

DES POLICIERS MIEUX PRÉPARÉS

GRÂCE AUX COMPÉTENCES ACQUISES AU CARROUSEL

par Travis Poland

Les membres du Carrousel de la GRC sont réputés pour leurs compétences équestres, mais leur passage dans cette discipline leur permet aussi d'aiguiser des aptitudes très précieuses pour le travail policier.

Pendant deux à trois ans, ils apprennent à prendre soin des chevaux, s'exercent aux figures du Carrousel et font des tournées au pays.

Mais ce retrait du travail policier ne signifie pas qu'ils sont sur la touche.

Selon les gend. Jennifer Dowden et Scott McArthur, de retour au Carrousel après quelques années de travail policier, les aptitudes au travail d'équipe, à la gestion du temps et à la communication qu'on y acquiert sont étroitement liées aux fonctions policières.

GESTION DU TEMPS ET TRAVAIL D'ÉQUIPE

« La gestion du temps est un élément clé », explique le gend. McArthur. Lorsque l'équipe arrive à destination d'un spectacle, elle dispose souvent de moins d'une heure pour se préparer.

Dans ce délai, il faut donner aux chevaux eau et nourriture fraîche ainsi qu'une stalle propre, puis les panser et les sceller.

Pour la gend. Dowden, qui compte 12 ans à la GRC, la gestion efficace du temps est une aptitude aussi essentielle à tout policier.

« C'est une compétence vitale inculquée dès la formation à Dépôt (l'École de la GRC). Mais nous la raffinons au Carrousel, où nous devons travailler avec 40 personnes et 36 chevaux. »

Respecter l'horaire rigoureux du Carrousel ne serait pas possible sans une équipe solide.

« Chacun a une tâche assignée et sait ce qu'il a à faire », précise le serg. Jeremey Dawson, instructeur au Carrousel depuis 2006.

Les membres comptent les uns sur les autres pour accomplir des tâches distinctes et assurer le bon déroulement des choses.

« C'est tout comme aux services généraux de police. Si un accident survient et il faut fermer une route, je vais compter sur mon partenaire pour s'en occuper », explique le gend. McArthur.

Si la communication au sein du Carrousel est essentielle, les membres développent aussi leurs aptitudes à parler avec le public.

Le serg. Dawson souligne que les gens sont parfois plus à l'aise de s'adresser à un membre en tunique rouge à cheval qu'à un agent à pied.

« Nous en apprenons sur chaque collectivité et sur ses problèmes. De retour sur le terrain, nous sommes mieux au courant des enjeux. »

« Durant la tournée du Carrousel, les gens veulent vous voir et vous parler. C'est une perspective rafraîchissante pour un policier », ajoute la gend. Dowden.

SAVOIR RESTER EN SELLE QUOI QU'IL ARRIVE

Le Carrousel a vu le jour afin de démontrer les aptitudes équestres que devaient posséder les policiers dans les Prairies à la fin des années 1800. Cette époque est révolue, mais le lien entre le travail de police et le Carrousel demeure, surtout sur le plan des aptitudes physiques.

« La formation au Carrousel est l'une des plus exigeantes physiquement à la GRC », fait valoir le serg. Dawson.

L'apprentissage de la monte et du soin des chevaux se fait à un rythme trépidant, et nombre des recrues n'ont aucune expérience équestre préalable.

« Le corps n'est pas rompu à monter deux fois par jour, cinq jours par semaine; il en découle des courbatures, explique la gend. Dowden. Les blessures ne sont pas rares. »

« Mais la plupart du temps, les membres remontent en selle, précise le gend. McArthur, entré à la GRC en 2008. Cette année, j'ai reçu une ruade dans la cuisse. Était-ce douloureux? Bien sûr. Mais nous ne déclarons pas forfait. »

Et le maintien des compétences policières pendant la tournée n'est pas seulement souhaitable, mais essentiel. En 1991, pendant la guerre du Golfe, les membres du Carrousel ont été redéployés à la sécurité dans les immeubles du gouvernement, les ambassades et les consulats.

« Certains pensent qu'une affectation au Carrousel peut compromettre leur carrière, mais je peux sincèrement dire que ce n'est pas le cas », précise le gend. McArthur.

« Le Carrousel permet de parfaire ses compétences », résume le serg. Dawson. ■

Serge Gouin, GRC

Le Carrousel ne se résume pas à l'équitation. Les cavaliers aiguisent leurs compétences en gestion du temps et en travail d'équipe durant leur formation et en tournée.

AUX COMMANDES DES INTERVENTIONS

VEILLER À LA SÉCURITÉ SUR LES LIEUX D'UN INCIDENT

By Patricia Vasylchuk

Lorsque la GRC est appelée à gérer une crise au Nouveau-Brunswick ou à l'Île-du-Prince-Édouard, c'est la surint. Lucie Dubois qui décide quand dépêcher un véhicule tactique, une escouade antibombe ou une équipe cynophile sur les lieux. Elle est l'une des six commandants des interventions critiques (CIC) qui se chargent du déploiement de ressources spécialisées dans la région. Patricia Vasylchuk s'est entretenue avec elle sur son rôle et les défis qu'il comporte.

À QUEL MOMENT UN INCIDENT DEVIENT-IL UNE CRISE?

Il y a crise quand une menace de haut niveau exige la planification stratégique d'une intervention tactique allant au-delà des fonctions de police générales, par exemple lorsqu'il faut le soutien du Groupe tactique d'intervention (GTI) ou d'une équipe spécialisée dans les explosifs.

QUEL SONT LES INCIDENTS LES PLUS COURANTS?

On voit surtout des sièges armés. C'est habituellement une personne barricadée qui menace de se suicider ou de s'en prendre à des otages.

EN QUOI CONSISTE LE TRAVAIL DU CIC?

Le CIC est responsable des interventions pendant le déroulement de l'incident. Dans un premier temps, je reçois l'appel du répartiteur, qui explique la situation et les démarches faites jusque-là par les policiers. Je fais alors une évaluation des risques pour déterminer s'il y a lieu de faire appel à des équipes spécialisées. Quand la situation l'exige, je déploie toutes ces équipes, par exemple le GTI et les Services cynophiles, ainsi que le matériel nécessaire. Le CIC s'occupe de toutes les interventions planifiées des équipes spécialisées et de toutes les décisions sur le terrain.

QUE SE PASSE-T-IL SUR LES LIEUX DE L'INCIDENT?

On établit un triangle de commandement doté du personnel et de la technologie nécessaires. Le chef du GTI, le chef de l'équipe de négociation et le CIC en représentent les pointes. Ensemble, on décide des mesures à prendre. Le corps policier local participe à l'intervention aussi. On est là pour lui donner du soutien, mais après le départ de la GRC, c'est lui qui poursuivra l'enquête.

COMMENT PRENEZ-VOUS LES DÉCISIONS?

La priorité est la sécurité de tous, y compris la personne à l'origine de la crise. On évalue donc les menaces, en tenant notamment compte des antécédents du suspect, de son état d'esprit, des armes en présence, du risque pour le public, du lieu et de l'heure de la journée. Je pense aussi à mes policiers. Ils ont beau être bien formés et compétents, je les mets quand même en danger. On aborde chaque situation selon une approche mesurée, donc aussi peu agressive que possible.

COMMENT LE LIEU INFLUE-T-IL SUR L'INTERVENTION?

Le lieu présente souvent des défis, qu'il soit dans un secteur rural ou urbain. Il est très important que les équipes spécialisées soient capables de composer avec des facteurs tels que la distance, le manque de service cellulaire ou les zones accessibles uniquement par bateau, comme l'île Grand Manan. Elles collaborent en permanence avec des organismes partenaires tels que d'autres corps policiers et des fournisseurs de services cellulaires pour établir des plans de secours ou utiliser une technologie différente en cas de besoin. On s'adapte et on intervient en conséquence.

QUEL RÔLE LES CONDITIONS MÉTÉO JOUENT-ELLES?

On peut intervenir aussi bien en hiver qu'en été, mais lorsque des gens sont encerclés quelque part pendant qu'on négocie, il faut tenir compte du passage du temps et du froid.

COMBIEN D'APPELS RECEVEZ-VOUS?

Ça varie. On peut recevoir trois appels en sept jours ou n'en recevoir aucun pendant des semaines. L'an dernier, il y a eu une vingtaine d'interventions à déploiement complet au Nouveau-Brunswick.

COMBIEN DE TEMPS FAUT-IL POUR RÉGLER UN INCIDENT?

Selon mon expérience, le délai va de quatre à vingt-quatre heures.

QUELLE EST LA CLÉ DE VOTRE EFFICACITÉ?

La collaboration est vitale. On a une équipe de professionnels hautement qualifiés et de groupes spécialisés qui travaillent bien ensemble. On n'y parviendrait jamais sans eux. J'ai une confiance absolue en l'équipe. ■

Serge Gouin, GRC

En tant que CIC, la surint. Lucie Dubois décide quand et comment déployer les équipes et le matériel spécialisés en situation de crise.

UNE COMMUNICATION CLAIRE ET NETTE

UN NOUVEAU SYSTÈME RADIO OFFRE UNE MEILLEURE PORTÉE AUX POLICIERS

par Patricia Vasylchuk

Pascal Milette, GRC

Un nouveau système de radiocommunications sera bientôt distribué aux détachements de la GRC dans le centre du Canada. Il permettra aux policiers de se connecter au signal le plus fort et de se parler sur le même canal, des caractéristiques importantes en cas d'urgence.

Un nouveau système de radiocommunication utilisé l'été dernier pendant le Sommet du G7 à Québec est actuellement mis en service pour la GRC dans le centre du pays. Le système offre aux policiers une solution judicieuse pour communiquer pendant les situations d'urgence.

Le réseau de radiocommunication repose sur une technologie semblable à la technologie cellulaire. C'est une façon plus efficace pour les policiers de communiquer, surtout pendant des incidents critiques, selon Chris Quizi des Services radio nationaux de la GRC.

« Lorsqu'un événement comme l'attentat sur la colline du Parlement survient, tout le monde se met à utiliser son cellulaire pour joindre ses proches ou suivre les nouvelles, ce qui bloque les réseaux cellulaires », affirme M. Quizi, gestionnaire responsable du projet de renouvellement des radios. « C'est pourquoi nous avons conçu des réseaux radio spécialisés; pour nous assurer qu'en cas d'événement majeur, les policiers auront un moyen de communication fiable. »

Depuis juin dernier, des travaux sont en cours pour mettre en place plus de 200 sites radio en Ontario et au Québec d'ici 2023.

LE SIGNAL LE PLUS FORT

Grâce à un réseau de tours cellulaires reliées par des câbles à fibre optique, les nouvelles radios se connectent automatiquement aux tours émettant le signal le plus fort. Les policiers peuvent ainsi rester à portée de leurs collègues lorsqu'ils parcourent de grandes distances, et ils n'ont pas à changer de canal quand ils se trouvent hors de la portée d'une tour, comme c'est le cas actuellement.

Les radios sont munies d'une fonction de cryptage, de sorte qu'il est impossible pour une personne autre qu'un agent de la GRC ou d'un service de police partenaire d'écouter les conversations. Et une radio perdue ou volée peut être désactivée à distance.

De plus, plusieurs conversations peuvent avoir lieu en même temps sur un canal sans qu'elles soient entendues par d'autres personnes. Le système conventionnel ne permet qu'une conversation à la fois, et celle-ci peut être entendue par quiconque syntonise le même canal, pour autant que la personne se trouve dans la même zone de couverture radio.

Le serg. Éric Boudreault était responsable de 201 membres du Groupe tactique d'intervention et de 42 policiers affectés à des opérations tactiques pendant le Sommet en juin dernier. En poste au centre de commandement de Valcartier, le serg. Boudreault dirigeait les policiers qui travaillaient dans un rayon de 244 kilomètres des trois principaux emplacements.

Grâce au nouveau système radio, l'équipe du serg. Boudreault a même pu garder contact avec les policiers au sol tout en accompagnant des PDM en avion entre Bagotville, La Malbaie et Québec.

« La réception était incroyable, ajoute-t-il. J'ai pu parler à tous mes chefs d'équipe, même ceux dans des secteurs où les conditions étaient défavorables à la réception ».

« Le plus gros défi pour l'équipe des radiocommunications était d'assurer une réception claire et nette sur tout le territoire montagneux d'une centaine de kilomètres carrés », explique Erick Soucy, qui était responsable du projet à Québec.

Il ajoute que pour que les équipes opérationnelles sur place aient la meilleure réception possible, 42 sites radio ont été mis en place, dont 14 nouvelles tours qui ont été construites en dix mois seulement. En temps normal, la construction d'une seule tour peut prendre jusqu'à deux ans.

Après le Sommet du G7, la plupart des sites radio ont été mis hors service, à l'exception du noyau de secours à Québec, qui sera déménagé à Ottawa, et du noyau principal, qui sera à Montréal.

NOUVEAUX DÉPARTS

La GRC espère utiliser les tours existantes qui appartiennent à des fournisseurs de services cellulaires, au gouvernement provincial ou à des entreprises privées pour la plupart des sites radio dont l'installation est prévue au cours des cinq prochaines années. Mais on n'a pas exclu la construction de nouvelles tours si c'est ce qu'il faut pour améliorer la réception dans certains secteurs.

Jusqu'à 120 sites radio sont prévus au Québec et 88 en Ontario. Selon Chris Quizi, l'objectif est que 90 p. 100 des sites soient en exploitation d'ici 2021.

« Les anciennes radios sont de moins en moins supportées, c'est pourquoi nous devons mettre le nouveau système en place, poursuit-il. Il arrive un moment où on n'arrive plus à se procurer les pièces dont on a besoin et où le fournisseur ne vend plus le logiciel. »

Dans chaque province, la GRC surveille son propre système de radiocommunications, et dans certaines provinces, elle partage des systèmes avec le gouvernement provincial ou des services de police municipaux. Chaque province se trouve donc à différentes étapes d'un cycle de vie.

« C'était une excellente occasion, car l'Ontario et le Québec avaient besoin d'un nouveau système en même temps et il était plus logique de s'associer », conclut M. Quizi.

Au fur et à mesure que les radios seront remplacées par les nouvelles, l'ancien équipement sera retiré de chaque site radio et offert aux détachements de la GRC ailleurs au pays. ■

COMPOSER AVEC LA PERTE

UN CAMP APPORTE SOUTIEN AUX FAMILLES EN DEUIL D'UN MEMBRE POLICIER

par Paul Northcott

L'été venu, des dizaines de personnes se réunissent dans un camp familial pour surmonter la perte d'un être cher – des premiers intervenants ayant perdu la vie en devoir, de façon soudaine ou par suicide.

« Nous n'avons pas choisi de faire partie de ce club, explique Nadine Larche, dont l'époux, le gend. Douglas Larche, était l'un des trois agents de la GRC abattus lors de fusillades à Moncton (N.-B.), le 4 juin 2014.

Les proches de policiers, de pompiers, de paramédicaux et d'autres premiers intervenants savent que ce sont des métiers risqués. Mais chaque année, certains de ceux-ci perdent la vie inopinément – laissant conjoint et enfants démunis.

C'est l'une des raisons qui a poussé Nadine Larche à venir au camp FACES – Family and Children of Emergency Services – qui permet aux familles éplorées de se retrouver avec d'autres personnes qui ont traversé la même épreuve.

« À mon arrivée, quelqu'un m'a pris sous son aile », précise Mme Larche, qui se dit reconnaissante de pouvoir venir au camp. « La personne m'a dit : *Tout va bien aller*. Mais sur le coup, on se dit : non, ça n'ira pas, on ne sait pas ce qui va arriver. Puis on se rend compte qu'avec le temps, ça ira et on apprend à surmonter les obstacles. »

GRC

Le camp FACES offre à la famille des premiers intervenants qui ont perdu la vie en devoir, subitement ou par suicide, la possibilité de se retrouver avec d'autres qui ont subi une épreuve similaire.

SOUTIEN AUX FAMILLES

Organisé et appuyé par la Canadian Critical Incident Stress Foundation, le camp accueille enfants et conjoints depuis 2015. Enfants et adolescents peuvent prendre part à des jeux et à des activités divertissantes, et la fondation offre des services de conseillers en santé mentale accrédités.

Le soutien se poursuit également de façon informelle au-delà des cinq jours que dure le camp.

Les conjoints et les enfants peuvent échanger des textos, des courriels et des appels tout au long de l'année. En outre, les conjoints sont bienvenus au camp pour le restant de leur vie.

Il y a aussi des rencontres impromptues.

« Il importe de rester en contact; ainsi, quand l'un d'entre nous traverse un moment difficile, nous savons que nous pouvons parler avec quelqu'un qui comprend, explique Mme Larche.

Ses trois filles, âgées de 14, 13 et huit ans, participent au camp depuis quatre ans.

« Elles se sont fait des amis parmi les autres enfants qui ont vécu un drame similaire, et elles aiment ces contacts », précise Mme Larche.

Les filles pourront venir au camp jusqu'à 18 ans. Les coûts liés à l'hébergement, aux repas, aux activités et au transport sont assumés par la fondation.

Mme Larche explique que les besoins affectifs de ses filles, face au deuil de leur père, évoluent avec le temps.

« En grandissant, elles saisissent mieux ce qui est arrivé et apprennent à composer avec cette réalité, explique Mme Larche. Au camp, elles ont la chance de vivre simplement avec d'autres jeunes de leur âge, et si elles ont besoin de parler, elles en ont la possibilité. »

PRENDRE LE RELAIS

Le gend. Peter Neily de la GRC est membre du comité consultatif bénévole du camp. À ce titre, il a aidé à organiser des activités pour les plus jeunes et les ados durant les trois dernières années.

Pour lui, le camp offre un solide soutien aux familles et il se dit impressionné de voir des familles revenir et faire de même auprès des nouveaux participants.

« La première fois, les gens ne sont pas toujours prêts à être ici, explique le gend. Neily. Mais ils restent, puis reviennent l'année d'après, et au troisième séjour, ils offrent à leur tour leur soutien aux autres. C'est formidable de voir cette évolution. »

C'est un rôle que Mme Larche assume déjà.

« Malheureusement, de nouvelles personnes se joignent constamment au groupe. Mais j'ai désormais besoin de tendre la main et de leur dire tout le bien que mes filles et moi retirons du camp », dit-elle; à la mort de son mari, elle s'est senti très isolée; elle continue de souhaiter que la GRC en fasse plus pour soutenir les familles aussi durement éprouvées.

Le gend. Neily ajoute que le camp, qui accueille aussi les familles dont un des membres employé des services d'urgence souffre d'un trouble de stress post-traumatique, reflète le désir des organisateurs de dire aux familles qu'on se soucie d'elles.

« La famille est directement touchée par le travail (de membre de la GRC ou de premier intervenant) », dit le gend. Neily; on s'efforce de garder contact avec celle-ci, durant les périodes difficiles comme les fêtes. La famille fait partie de la communauté élargie de la police et, grâce à un camp comme celui-ci, nous voulons maintenir ce réseau social pour elle. » ■